

# **REPORTERS SANS FRONTIERES**

**POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION**

**Conseil des droits de l'homme  
Examen périodique universel  
33ème session – mai 2019**

**Contribution de Reporters sans frontières (RSF),  
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial,  
à propos de la situation de la liberté de l'information et de la presse au Nicaragua**

1. Dotée d'un statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies, Reporters sans frontières (RSF) est une organisation non-gouvernementale, basée à Paris, qui œuvre internationalement pour la liberté de la presse depuis 1985. Ses sections à l'étranger, ses bureaux dans dix villes et son réseau de correspondants dans 130 pays lui confèrent la capacité de suivre de près la situation de la liberté de l'information et d'expression dans le monde.

2. Cette contribution élaborée dans le cadre du **3ème cycle de l'examen périodique universel** du Nicaragua présente des recommandations sur la liberté de l'information et de la presse.

3. Bien qu'il ne soit pas le théâtre d'un conflit armé, le Nicaragua est un pays particulièrement dangereux pour les journalistes. Depuis la réélection du Président Daniel Ortega en 2007, après un premier exercice du pouvoir entre 1979 et 1990, la presse indépendante et d'opposition est la cible régulière d'agressions, menaces, censure et de pressions diverses, perpétrées par le gouvernement et ses partisans.

4. Du 13 au 17 août 2018, Reporters sans frontières (RSF) et la Société interaméricaine de presse (SIP) ont conduit une mission d'observation au Nicaragua. Les journalistes indépendants, médias et organisations de la société civile rencontrés pendant la visite ont témoigné de l'alarmant déclin de la situation de la liberté de la presse et de la répression exercée par des forces de police et les groupes partisans du gouvernement contre la population et les journalistes, notamment depuis les vagues de protestations initiées en avril 2018.

## **1. L'escalade de la crise politique marquée par l'intensification de la répression gouvernementale**

5. En avril 2018, les manifestations pour dénoncer un projet de réforme controversé du système de sécurité sociale présenté par le gouvernement du président Daniel Ortega ont déclenché une vague de protestation de grande ampleur qui s'est propagée dans tout le pays. Les manifestants et les journalistes couvrant ces événements ont été directement attaqués par la police anti-émeute, des groupes pro-gouvernementaux et des groupes paramilitaires. Le bilan de cette répression est dramatique: quatre mois plus tard, on compte

plus de 300 personnes tuées, et plus 2000 blessés dans le contexte des manifestations, parmi lesquels plusieurs reporters<sup>1</sup>.

6. Les disparitions forcées, les détentions arbitraires -dont plusieurs journalistes ont fait l'objet- et la torture font partie des violations des droits de l'homme rapportées par le Haut-Commissaire des Nations-Unies aux droits de l'homme (HCDH) et de nombreuses organisations de la société civiles nationales et internationales.

## 2. La violence contre les journalistes et les médias

7. Agressions physiques, détentions arbitraires, confiscations, vols ou destructions de matériel, campagnes de diffamation et d'intimidation, harcèlements, menaces: les journalistes et médias indépendants et d'opposition sont depuis 2007 la cible d'attaques directes et régulières de la part des forces de l'ordre et de groupes para-militaires. Cette tendance n'a pas fondamentalement évolué depuis le dernier cycle de l'examen périodique du Nicaragua, et s'est même aggravé ces derniers mois.

8. Le journaliste **Angel Eduardo Gahona**, 42 ans est l'une des victimes récentes de cette répression. Directeur du journal *El Meridiano*, correspondant pour *Canal 6 Nicaragua*, Angel Eduardo Gahona a été tué par balles le 22 avril 2018 alors qu'il diffusait en direct sur *Facebook Live* un reportage sur les manifestations dans la ville côtière de Bluefields, dans le sud du pays<sup>2</sup>. Selon des journalistes de *La Prensa*, au moment des faits, seule la police et les forces anti-émeute étaient armées. Les proches d'Angel Eduardo Gahona ont accusé publiquement les forces policières et le gouvernement d'être les responsables de l'assassinat. Suite à ces déclarations, au moins deux membres de la famille Gahona ont fait l'objet de menaces de mort et se sont vu contraints de quitter le pays pour se mettre en sécurité<sup>3</sup>.

9. Deux suspects ont depuis été arrêtés et sont en cours de jugement. Les proches du journaliste affirment que les deux hommes ne peuvent pas être responsables de l'assassinat et qu'il s'agirait d'une mise en scène de la justice afin d'étouffer l'affaire.<sup>4</sup> L'avocate de la défense a par ailleurs reçu des menaces.

10. RSF a pris connaissances de nombreux cas de vols, destructions de matériel et d'agressions physiques contre différents médias nationaux et internationaux: *100% Noticias*, *El Confidencial*, *La Prensa*, *Onda Local*, *EFE*, *CNN*, *Canal 6* et *Radio Ya* alors qu'ils couvraient les manifestations dans les rues des principales villes du pays. Trop souvent, faute de moyens financiers, les reporters des médias indépendants ne bénéficient d'aucun

---

<sup>1</sup> Rapport de la mission du Commissariat aux DDHH de l'ONU sur la liberté de la presse au Nicaragua- Rapport publié le 28/08/2018 : [http://www.oacnudh.org/wp-content/uploads/2018/08/Nicaragua-Report-FINAL\\_SP.pdf](http://www.oacnudh.org/wp-content/uploads/2018/08/Nicaragua-Report-FINAL_SP.pdf)

<sup>2</sup> Communiqué de presse de Reporters sans frontières publié le 3 mai 2018 : <https://rsf.org/fr/actualites/rsf-demande-louverture-dune-enquete-apres-le-meurtre-dun-journaliste-au-nicaragua>

<sup>3</sup> Rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme : [https://www.oas.org/es/cidh/expresion/docs/informes/Nicaragua2018-es%20\(1\).pdf](https://www.oas.org/es/cidh/expresion/docs/informes/Nicaragua2018-es%20(1).pdf)

<sup>4</sup> Les irrégularités autour de l'investigation du meurtre du journaliste Angel Eduardo Gahona, reportage quotidien *La Prensa* : <https://www.laprensa.com.ni/2018/08/24/nacionales/2463449-juicio-del-periodista-angel-gahona-entra-en-su-recta-final-plagado-de-anomalias>

matériel de protection (gilets pare-balles, casques) pour couvrir ces manifestations. Ces mesures de sécurité sont pourtant d'autant plus nécessaires que les journalistes se retrouvent directement pris à parti par les groupes partisans du gouvernement, la police et les forces anti-émeutes, dont ils sont la cible récurrente<sup>5</sup>.

11. Au-delà des agressions physiques, un grand nombre de journalistes nicaraguayens ont signalé avoir reçu des menaces et être visés par des campagnes de dénigrement et de harcèlement de la part de groupes proches du gouvernement et par les propres autorités. C'est le cas par exemple de *Radio Corporación*, l'une des plus importantes radio du pays<sup>6</sup>, qui a été contrainte de demander des mesures de protection (medidas cautelares) à la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) pour une dizaine de ses journalistes menacés. Ces menaces engendrent par ailleurs des déplacements forcés de journalistes et de l'autocensure.

12. La presse étrangère n'échappe pas à cette répression. Le 27 avril, le journaliste américain **Tim Rodgers**, du site d'information *Fusion*, a été contraint de quitter le pays après avoir subi une campagne de harcèlement et de menaces en ligne menée par des groupes sandinistes, proche du pouvoir en place, qui l'accusaient de travailler pour la CIA<sup>7</sup>. Le 1er Octobre 2018, le journaliste indépendant de nationalité américano-autrichienne **Carl David Goette-Luciak** a été expulsé du pays arbitrairement. Il était installé au Nicaragua depuis 2015 et travaillait comme correspondant pour plusieurs médias internationaux, dont le quotidien britannique *The Guardian*. Son travail, qui l'a amené à couvrir notamment la crise politique récente, lui a valu d'être la cible d'une violente campagne d'intimidation et de menaces en ligne, largement relayée par des partisans du président Daniel Ortega, qui l'ont accusé de travailler à la solde de la CIA, de fournir un appui matériel à des groupes armés dans le pays et de soutenir directement l'opposition.

13. Le 20 avril 2018, les locaux de la *Radio Darío* ont été incendié par des groupes liés au gouvernement. Lors de l'attaque, 11 journalistes et collaborateurs de médias se trouvaient dans le bâtiment. Tous ont réussi à en échapper sans blessures graves mais l'immeuble a été complètement détruit. Le 8 juin 2018, les installations de *Radio Nicaragua*, radio nationale, ont également été incendiés par un groupe de manifestants opposés au gouvernement. Une grande partie des équipements ont été détruits. D'autres attaques similaire au eu lieu contre la radio *Tu Nueva Radio* et la chaîne de télévision *100% Noticias*.

### 3. Censure, tentatives d'asphyxie économique et ingérence politique

---

<sup>5</sup> Communiqué de presse de Reporters sans frontières publié le 17 juillet 2018 : <https://rsf.org/fr/actualites/couvrir-la-crise-politique-au-nicaragua-une-mission-de-plus-en-plus-perilleuse>

<sup>6</sup> Menaces et campagnes de diffamations contre journalistes de Radio Corporación, reportage Canal 12 : <https://www.youtube.com/watch?v=xkKDjptZInc>

<sup>7</sup> Journaliste américain contraint de quitter le Nicaragua après avoir reçu des menaces, reportage quotidien La Prensa : <https://www.laprensa.com.ni/2018/04/28/politica/2411297-periodista-tim-rogers-sale-de-nicaragua-por-amenazas>

14. La presse nationale et locale non alignée sur le gouvernement d'Ortega doit également faire face à un autre type de violence, plus insidieuse: la censure, l'étouffement économique des médias et les tentatives de déstabilisation.

15. Depuis le début de la crise, plusieurs chaînes de radio et de télévisions ouvertement critiques du gouvernement se sont vues arbitrairement et ponctuellement privées de fréquences. L'Institut nicaraguayen des télécommunications (Instituto Nicaragüense de Telecomunicaciones y Correo - TELCOR) a ordonné la suspension temporaire des fréquences de quatre chaînes de télévision: *Canal 100% Noticias*, *Canal 12*, *Canal 23* et *Canal 51* qui couvraient les manifestations. Une tentative de censure d'Etat dénoncée par la CIDH dès le 24 avril.

16. Selon les informations recueillies par la CIDH, en 2018, plusieurs journalistes ont reçu des ordres venant de leurs supérieurs visant à restreindre la couverture des manifestations. Au moins 15 journalistes appartenant aux trois principales chaînes de télévision du Nicaragua ont démissionné pour dénoncer cette tentative de censure et cette ingérence gouvernementale<sup>8</sup>.

17. De nombreux médias indépendants, notamment à l'intérieur du pays, se trouvent par ailleurs en grandes difficultés financières et luttent quotidiennement pour survivre et assurer leur travail d'information, frappés par l'assèchement voire l'arrêt pur et simple de la distribution des ressources de la publicité officielle, dont les critères d'attribution restent volontairement très opaques et inégalitaires.

18. Plusieurs journalistes et représentants de médias rencontrés par RSF ont dénoncé une "culture du secret du pouvoir sandiniste" et ses conséquences sur le travail de la presse. En effet, les médias indépendants n'ont que peu ou pas accès aux informations officielles, la Présidence n'a jamais convoqué la moindre conférence de presse depuis 2007, et les fonctionnaires qui acceptent de parler et de répondre aux sollicitations des journalistes indépendants sont sanctionnés et victimes de représailles.

## Recommandations

- L'arrêt immédiat de tout acte d'agression physique, d'intimidation et de menaces générées par les groupes violents, les para-policiers et les paramilitaires proches du gouvernement

---

<sup>8</sup> Des journalistes démissionnent pour protester contre la censure, reportage du quotidien La Prensa : <https://www.laprensa.com.ni/2018/04/24/espectaculo/2409277-periodistas-y-presentadores-de-medios-oficialistas-que-renunciaron-por-crisis-politica-en-nicaragua>

- L'arrêt immédiat de toutes les cyber-attaques, insultes, menaces en ligne et campagnes de diffamation contre les journalistes indépendants sur les réseaux sociaux menées par les proches du gouvernement
- La mise en place d'enquêtes approfondies sur tous les actes de violence subis par les journalistes et les médias et l'application rigoureuse de la loi à tous les responsables, afin d'empêcher que l'impunité ne génère encore plus de violence.
- Le respect des mesures de précaution accordées par la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme en faveur des journalistes agressés et menacés ainsi que de leurs famille. En 2018, 14 mesures de précaution ont été accordées par la CIDH, visant à préserver l'intégrité physique et garantir la sécurité pour les journalistes nicaraguayens en danger, comme par exemple les membre de Radio Darío [dont les locaux ont été incendiés en avril 2018](#)
- La création d'un mécanisme national de protection pour la profession et d'un parquet spécial pour enquêter sur les crimes commis contre les journalistes et la liberté d'expression, comme c'est le cas dans plusieurs pays d'Amérique latine.
- La reconnaissance, conformément à la Charte Démocratique Interaméricaine et de la [Déclaration de Chapultepec](#) - selon laquelle la liberté de la presse et la démocratie constituent un binôme indissoluble - de l'obligation du gouvernement et des institutions nationales et internationales de rechercher un cadre approprié et stable pour instaurer un dialogue de respect, ouvrant la voie vers une solution démocratique face à la grave crise sociale et politique qui vit le pays.

Reporters sans frontières (RSF)

Contacts :

Emmanuel Colombié

Responsable du bureau Amérique latine

Tel : (0055) 21 97 36 88 558

E-mail : [ameriques@rsf.org](mailto:ameriques@rsf.org)

Sophie Busson

Responsable du Pôle plaidoyer

Tel : (0033) 1 44 83 60 55

E-mail : [sbusson@rsf.org](mailto:sbusson@rsf.org)